

TANDEM

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU PNUD BENIN

N°33 - [1er trimestre 2017]



Au service
des peuples
et des nations



Dans ce numéro :

- **De l'eau potable pour les ménages ruraux au Bénin - P6**
- **Priorisation des cibles des ODD - P 9**
- **Célébration de la Journée Internationale des Femmes au Bénin - P 5**
- **Lancement de la campagne BankTheYouth - P 11**

LA COOPERATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE COMME OUTIL D'ACCELERATION DES ODD



Photo de famille des membres du Gouvernement et des Partenaires Techniques et Financiers à la cérémonie d'ouverture de la rencontre internationale. Crédit photo: PNUD Bénin

Le Bénin a abrité du 21 au 23 février 2017 une rencontre internationale sur le thème « Coopération sud-sud et triangulaire: outil d'accélération des Objectifs de Développement Durable (ODD) ». A l'issue des trois jours de travaux, des recommandations ont été formulées dans une déclaration à l'endroit des divers acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce concept de coopération.

Avec l'énorme potentiel dont disposent les pays en développement en termes de ressources humaines, de matières premières, de marché de consommation, de zones d'investissement, et de ressources environnementales, la coopération sud-sud devient une opportunité pour développer des solutions collectives à des défis de développement communs.

C'est dans cette optique que le Bénin a abrité du 21 au 23 février 2017 une rencontre internationale sur le thème « Coopération sud-sud et triangulaire: outil d'accélération des Objectifs de Développement Durable (ODD) ».

Organisé par le Ministère chargé du Plan et du Développement à travers le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CEPED) en collaboration avec le Bureau

des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud, l'Ambassade de Chine, le PNUD, la GIZ, cette rencontre a permis aux pays représentés d'échanger leurs expériences et connaissances sur la gestion institutionnelle et programmatique de la coopération Sud-Sud et triangulaire sans oublier le rôle des partenariats public-privé dans le développement.

L'atelier de Cotonou constitue

le premier des trois ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités de coopération Sud-Sud et triangulaire, a indiqué M. Jorge Chediek, Envoyé du Secrétaire Général de l'ONU pour la Coopération Sud-Sud. Il a souligné la nécessité de construire des partenariats inclusifs et durables entre les pays du sud et ceux du nord pour assurer l'émergence des pays les plus pauvres.

A l'issue des trois jours de travaux, des recommandations ont été formulées dans une déclaration à l'endroit des divers acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce concept de coopération. Il s'agit entre autres de : l'insertion dans les législations nationales, du concept de partenariat public-privé ; la prise des mesures concrètes de formation des cadres et d'évaluation des marchés pour éviter les risques d'endettement des Etats dans le cadre des marchés passés dans le cadre du Partenariat Public-Privé; explorer à fond les domaines de l'énergie renouvelable, de la recherche scientifique, du tourisme, l'entrepreneuriat agricole ; biodiversité, Environnement, transfert de technologies, communication, genre et éducation ; assurer la promotion du partenariat triangulaire dans le domaine du suivi-évaluation des politiques publiques ; etc.

« *La Coopération sud-sud pour le développement constitue un processus bilatéral ou multilatéral de partage et d'échange mutuel de solutions essentielles au développement, de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques, de politiques, de technologies et de ressources entre des pays* », a indiqué Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) et Représentant Résident du PNUD au Bénin. Il a expliqué le rôle que joue le SNU dans la promotion de la Coopération Sud-Sud, à savoir la facilitation et le plaidoyer en



L'Envoyé du Secrétaire Général de l'ONU pour la Coopération Sud-Sud (à gauche) et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Bénin. Crédit photo: SNU Bénin

faveur des interventions, la facilitation de l'échange de connaissance entre les pays, l'analyse et le suivi des progrès. Il a enfin insisté sur la nécessité pour les pays « plus forts » du partenariat à accepter volontairement de respecter les intérêts des pays « plus faibles », dans un souci de solidarité, de mutualisation et d'égalité véritables.

Procédant à l'ouverture de la rencontre, M. Abdoulaye Tchané, Ministre d'Etat chargé du Plan et Développement de la République du Bénin a souligné que le Gouvernement place des espérances sur le partenariat pour le développement notamment la coopération sud-sud et triangulaire et compte en tirer profit dans la mise en œuvre des grands axes et projets phares du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) pour la période 2016-2021. Le coût total de la mise en œuvre de ce programme est estimé à 9039 milliards de francs CFA et sera assuré à 61% par le secteur privé et 39% par le secteur public. Le Ministre d'Etat a formulé le vœu que les assises de Cotonou jettent les bases de

nouvelles orientations et décisions pour le renforcement de la coopération Sud-Sud et triangulaire en vue de la réalisation de l'agenda 2030.

La cérémonie d'ouverture de la rencontre a été rehaussée par la présence du Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement, du Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable, du Ministre de l'Eau et de l'Energie, du Secrétaire Général, Représentant le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, de l'Envoyé du Secrétaire Général de l'ONU pour la Coopération Sud-Sud, et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Bénin. Il est à noter également la participation des délégués des pays ci-après : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Mauritanie, Sao Tome et Principe, Sénégal, Togo, Bangladesh, Thaïlande, Brésil, Costa Rica, Mexique, Tchad, Libéria, Bhoutan, Colombie, Chine, etc.; des représentants d'Institutions Internationales, d'Experts internationaux, des universitaires et des organisations de la société civile.

CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES AU BENIN



Photo des officiels à la cérémonie officielle de commémoration de la Journée Internationale des Femmes. Crédit photo: PNUD Bénin

Information et sensibilisation sur le cancer du sein et du col de l'utérus, des communications et messages de plaidoyer pour le respect des droits et pour l'autonomisation socio-économique de la femme béninoise, visite aux femmes incarcérées à la prison civile de Cotonou : telles sont les activités qui ont marquées la célébration de la Journée Internationale des Femmes (JIF), le 8 mars 2017 à Cotonou au Bénin.

Si au plan international, la JIF a été célébrée sous le thème « **Les femmes dans un monde du travail en évolution: une planète 50 – 50 d'ici 2030** », au plan national, le thème qui a focalisé l'attention est : « **Autonomisation socio-économique de la femme : un pas vers le développement du Bénin** ».

L'autonomisation socioéconomique de la femme n'est guère possible sans la santé des femmes. Une communication sur le cancer du sein

et du col de l'utérus et les avantages du dépistage précoce a été présentée par Dr Véronique Tognifodé Mewanou, afin de contribuer à réduire le taux de mortalité des femmes. Selon Dr Mewanou, une étude réalisée au Bénin en 2008 révèle un taux de 43,3% de cancer de sein et un taux de 26,7% de cancer du col de l'utérus. Des cliniques mobiles ont été installées pour faciliter le dépistage de ces deux types de cancer chez les femmes.

M. Jonathan Richter, Directeur de

l'USAID, Chef de file des partenaires techniques et financiers du groupe thématique « Genre et protection sociale » a évoqué quelques obstacles, qui empêchent les femmes de s'épanouir comme le mariage forcé, la non scolarisation des filles, les violences basées sur le genre. Il a plaidé pour un changement des habitudes et des comportements, afin que les droits des femmes soient respectés.

Monsieur Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système



Vue partielle des participantes aux manifestations officielles de la Journée Internationale des Femmes. Crédit photo: PNUD Bénin

des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Bénin a, quant à lui, délivré le message du Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur Antonio Guterres, qui souligne qu'aucun des Objectifs de Développement Durable, ne pourra être atteint si les femmes et les filles ne participent pas pleinement à leur réalisation. Il a appelé à l'engagement de tous pour en finir avec les préjugés, encourager la mobilisation et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En outre, Madame Vicentia Boco, Présidente de l'Institut pour la Promotion de la Femme a dans sa communication mis l'accent sur les mesures et les conditions de réussite de l'autonomisation socio-économique des femmes au Bénin. Ces mesures pouvant accélérer le rythme d'atteinte de l'Objectif de Développement Durable N°5 touchent plusieurs plans : économique, social, juridique et politique. Il s'agit entre autres de donner les moyens économiques aux

femmes ; de leur favoriser l'éducation, l'accès aux soins de santé, de les aider à se départir des pesanteurs qui entravent leurs droits et de porter la voix des femmes dans les grandes instances de décision.

Au Bénin, on note en 2017 seulement 8,4% de femmes au Parlement et 2,5 % à la tête des communes et 14,28% au sein du Gouvernement. La Ministre du Travail, de la Fonction publique et des Affaires Sociales, Madame Adidjatou Mathys a reconnu, que malgré l'environnement juridique et institutionnel favorable au Bénin, des inégalités entre les sexes persistent notamment la marginalisation des femmes dans les instances de prise de décision. Elle a annoncé les actions inscrites dans le Programme d'Action du Gouvernement (2016-2021) pour favoriser l'autonomisation économique des femmes notamment l'appui à la formation des jeunes filles déscolarisées et mères dans l'ingénierie domestique et la mise en œuvre de l'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain

(ARCH) sans oublier la relance de l'octroi des micro crédits aux plus pauvres.

« Nous avons conscience des progrès à réaliser », a affirmé Monsieur Abdoulaye Bio Tchané, Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement. Il a invité les femmes à la dignité malgré les difficultés.

Les manifestations officielles de la JIF se sont déroulées au Palais des congrès de Cotonou sous la présidence du Ministre d'Etat, chargé du Plan et du Développement avec la présence d'une forte délégation gouvernementale, de la Ministre du travail, de la fonction publique et des affaires sociales, des membres du Corps diplomatique, des Chefs d'Agences du Système des Nations Unies, des représentants des organisations de la société civile et surtout des femmes de toutes catégories, venues nombreuses à cette célébration.

DE L'EAU POTABLE POUR LES MENAGES RURAUX AU BENIN

Le Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, M. Jean –Claude Houssou et le Représentant Résident du PNUD, M. Siaka Coulibaly ont effectué du 16 au 17 mars 2017 une visite de terrain pour s'enquérir des réalisations du Programme National d'Alimentation en Eau Potable en milieu rural.



Le Programme National d'Alimentation en Eau Potable en milieu rural a démarré en janvier 2016 pour réduire le problème d'accès à l'eau potable en faisant passer le taux de desserte en milieu rural de 68,1% (2014) à 70% en 2017. Entièrement financé par le Gouvernement béninois, il est mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et touche 307 villages, soit environ 76 750 personnes.

Le Programme National d'Alimentation en Eau Potable en milieu rural est en droite ligne avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 et l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) N° 6 notamment *Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau*.

Après 15 mois de mise en œuvre du programme, les réalisations sur le

terrain sont très encourageantes. Sur les **307 forages** équipés de pompes à motricité humaine prévus, **244 forages** ont été réalisés (92 équipés et 152 en cours d'équipement) au profit de **54 communes** sur les 77 que compte le Bénin.

« *Le fait d'apporter de l'eau est un élément de dignité humaine que nous ne pouvons qu'accompagner. Le PNUD se réjouit de contribuer aux côtés du Gouvernement à la réalisation de l'Objectif de développement Durable N°6 relatif à l'accès universel de tous à l'eau potable* », a déclaré M. Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Bénin. Il a exprimé la gratitude du PNUD au Gouvernement pour la confiance placée en l'institution qu'il dirige et pour la mise en place de ce programme d'approvisionnement en eau potable.

Au cours de la visite de terrain,

quelques réalisations ont été visitées notamment à Vidjinnatoun, dans la commune de Dassa ; à Totonougo dans la commune de Savalou et à Iwoyé, un village frontalier au Nigeria dans la commune de Kétou, où un forage d'un débit de 7,92 m³ / heure a été réalisé.

« *Je suis très content que les populations soient satisfaites des efforts du Gouvernement. Je voudrais vous rassurer, que le Gouvernement est déterminé à favoriser l'accès des populations à l'eau potable en quantité et en qualité*», a affirmé M. Jean-Claude Houssou, Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines.

Que ce soit dans la commune de Dassa, de Savalou ou de Kétou, les autorités politico-administratives notamment les Maires des différentes communes et les Préfets du département des Collines et du Plateau, ont apprécié les réalisations et les retombées du Programme sur les bénéficiaires.

Visite de terrain du Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines et du Représentant Résident du PNUD en quelques images



Legende des photos:

1. Un forage réalisé dans l'arrondissement de Paougnyan pour la maternité de Vidjanantoun
2. Visite du forage et pompage de l'eau en présence de la Chef d'arrondissement de Paougnyan
3. Le Maire de la Commune de Dassa accompagné du Représentant Résident du PNUD et du Ministre de l'Énergie, de l'eau et des Mines
4. Les populations de Vidjannatoun très contentes de disposer de l'eau potable
5. Visite d'un nouveau forage réalisé à Tatonnougou, commune de Savalou
6. Visite d'un forage à lloyé, commune d'Ifangni frontalière au Nigeria

PRIORISATION DES CIBLES DES ODD

Le Bénin à travers le Ministère du Plan et du Développement, avec l'appui du Système des Nations Unies a conduit durant les mois de février et mars 2017 le processus de priorisation des cibles ODD, dont les conclusions seront intégrées dans le Plan National de Développement (PND 2018-2025).

Le processus de priorisation des cibles des ODD et de l'arrimage du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 lancé le mardi 28 février 2017 au palais des Congrès de Cotonou a débouché sur la mise en place de 4 groupes de travail qui, ont travaillé à la contextualisation des cibles et des indicateurs des ODD pour le Bénin, sous la houlette de la Direction Générale de la Coordination et du Suivi des ODD pilotée par Monsieur Alastair Alinsato.

Les participants ont été familiarisés avec l'outil d'Analyse Rapide Intégrée ou RIA (acronyme en anglais), conçu par le Groupe de Développement des Nations Unies pour aider les pays à évaluer l'alignement de leurs stratégies de développement sur les ODD et procéder à l'arrimage des politiques nationales sur l'agenda 2030.

Les dix-sept (17) Objectifs de Développement Durable (ODD) sont assortis de 169 cibles et 241 indicateurs. Ces objectifs et les cibles sont intégrés et indissociables et concilient les trois dimensions du développement durable, à savoir : économique, sociale et environnementale.

Au regard de ces défis, il a été réaffirmé l'engagement de mettre en œuvre cet ambitieux programme en tenant compte des différences entre la situation, les capacités et le niveau de développement de chaque pays ainsi que des politiques et priorités nationales. Il revient donc à chaque Etat de fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales tout en tenant compte de ses spécificités. Chaque Etat doit

décider de la manière dont les cibles devront être prises en compte par les mécanismes nationaux de planification et dans les politiques et stratégies nationales, sans méconnaître les liens existant entre le développement durable et les autres processus en cours dans les domaines économique, social et environnemental.

Pour Maitre Rufino D'Almeida, Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement, le succès de l'agenda post-2015 est conditionné par la capacité du Bénin à répondre à la question de savoir, sur les 169 cibles des ODD, lesquelles répondent le mieux à son contexte, à ses aspirations et sa vision. La priorisation des cibles ne signifie pas la réduction des cibles, mais elle permet de se concentrer sur l'essentiel a-t-il ajouté.

Selon le Directeur de Cabinet, le premier pilier du PAG intitulé « Consolider la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance » mobilise l'ODD 16 relatif

à la paix, la justice et les institutions efficaces. Le deuxième pilier du PAG qui est « Engager la transformation structurelle de l'économie » appelle l'ODD 4 sur l'éducation de qualité, l'ODD 7 sur l'énergie, l'ODD 8 sur la croissance et l'emploi, l'ODD 9 sur les infrastructures, l'ODD 12 sur la consommation et la production durable et l'ODD 17 sur l'amélioration des partenariats pour la réalisation des objectifs. Enfin le troisième pilier « améliorer les conditions de vie des populations » mobilise les ODD 1 sur la pauvreté, ODD 2 sur la faim, ODD 3 sur la santé, ODD 6 sur l'eau et l'assainissement, ODD 11 sur les villes et établissements humains durables, ODD 14 sur la vie aquatique et ODD 15 sur la vie terrestre.

Maitre D'Almeida a invité les membres des groupes de travail à relever les défis liés à la priorisation des ODD et à l'arrimage du PAG aux ODD.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



HUBERT BIO SANDA, LE JURISTE DEVENU LE VOLONTAIRE ONU, PLANIFICATEUR DE DEVELOPPEMENT

Hubert BIO SANDA est juriste de formation, mais il a changé de perspectives de carrière pour travailler dans le domaine de la planification du développement. Hubert est Volontaire ONU, Assistant en Suivi Evaluation au Projet de Système d'Alerte Précoce, qui œuvre à prévenir les risques liés au changement climatique (sécheresse, vents forts, élévation du niveau de la mer et inondation).

Après ses études universitaires, Hubert a travaillé de 2007 à 2013 à la Direction Générale de l'Eau. Animé par le désir de se mettre au service de l'autre, il s'est engagé dans la société civile en créant en 2000 une ONG dénommée NONE (Union en langue baatonu), qui s'investit dans l'assistance juridique et judiciaire, l'environnement, l'hygiène et le renforcement de capacités des corps de métiers.

Aujourd'hui devenu Volontaire ONU, Hubert assiste le Coordonnateur du Projet Système d'Alerte Précoce dans la préparation, l'organisation des sessions des comités technique et de pilotage du projet, des ateliers de validation des rapports d'études. Il veille à la qualité des rapports d'études commanditées, l'élaboration des termes de référence des activités et des études à réaliser, fait le suivi de l'installation des stations agro climatiques (hydro, météo et océanographique).

Par ailleurs, Hubert organise au sein de son équipe et en collaboration avec les partenaires institutionnels du projet notamment la Direction Générale de l'Eau, Météo-Bénin et

l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) des séances d'information et de sensibilisation. Les communes de Banikoara et de Karimama font partie des zones agro écologiques du Bénin à haut risque de sécheresse, de canicule, de vents forts et d'inondation.

Le projet SAP a installé des équipements modernes de prévisions agro hydro climatiques. Ainsi, les informations climatiques sont reçues en temps réel par les structures compétentes, afin de permettre aux décideurs de prendre en un temps record des décisions qui préservent la sécurité des populations.

Le système d'alerte précoce a permis entre autres la télétransmission des données hydro climatiques et météorologiques en temps réel ; la mise en place du Mode Opérateur Normalisé (MON) de communication et d'alerte et la formation des cadres /autorité du niveau central sur le MON

A Karimama, Malanville et Banikoara par exemple, les informations recueillies par les stations ont permis d'informer sur l'installation des pluies et la mise en place des semis afin d'éviter que les cultures ne soient grillées par la sécheresse prolongée ou emportées par d'éventuelles inondations. Grâce aux informations recueillies par les stations les populations ont pu être informées à temps sur la conduite à tenir. « J'ai contribué à la vulgarisation en langues nationales des prévisions agro hydro climatiques saisonnières 2015 pour informer et orienter les agriculteurs, les éleveurs, les maraichers, les commerçants, les pêcheurs dans les



activités respectives sur les moments appropriés pour la mise en place des semis, pour aller au pâturage ou aller à la pêche », se réjouit Hubert.

Le sens de partage d'expériences, l'action concertée, sont des qualités qui ont marqué Hubert dans la mise en œuvre du projet et dans sa relation avec les communautés à la base.

« Au terme de ma mission de volontaire, je souhaite partager les expériences enrichissantes capitalisées depuis 2014 et les mettre une fois encore au service des populations en matière d'approvisionnement en eau potable ».

LE DEVELOPPEMENT DU MARCHE DE LA FINANCE DIGITALE AU BENIN

L'agence d'investissement des Nations Unies (UNCDF) a organisé du 23 et 24 mars 2017 à l'hôtel Millenium Popo Beach d'Agoué un atelier de réflexion sur le Plan de Travail 2017 du programme MM4P. La rencontre a permis aux participants de s'imprégner des concepts fondamentaux de la finance digitale et d'identifier les parties prenantes au processus et la planification de différentes activités en droite ligne avec le programme d'Action du Gouvernement dans les domaines du e-commerce, des paiements gouvernementaux et de la chaîne des valeurs agricoles.

Le programme Mobile Money For the Poor (MM4P) de UNCDF a été lancé au Bénin en 2015 avec l'objectif de permettre à plus de 12% de la population, d'utiliser de façon active les services financiers numériques à l'horizon 2019. Ces services de finances numériques permettent par exemple, d'effectuer des opérations d'épargne, de crédit, d'achat de biens et services, d'assurance, de transfert d'argent, etc. à partir d'un téléphone mobile ou d'une carte. La disponibilité de ces services contribue à l'inclusion financière qui signifie l'accès universel, à un coût raisonnable, à une large gamme de services financiers, fournis par une variété d'institutions solides et durables.

C'est dans cette perspective que le Programme a organisé cet atelier de réflexion qui a regroupé les représentants des Ministères de l'Economie et des Finances, de l'Economie Numérique et de la Communication, de l'Agriculture, de

l'Elevage et de la Pêche, du Plan et du Développement, et l'Agence du Numérique. Pendant deux jours, les participants se sont imprégnés des concepts fondamentaux de la finance digitale, avant de passer en revue les orientations majeures du Programme d'Action du Gouvernement notamment en matière de numérique. L'occasion a été donnée à l'UNCDF de partager la théorie du changement au cœur des actions du programme MM4P, les réalisations du programme au Bénin et le plan stratégique 2017.

Les travaux de l'atelier ont permis l'identification des parties prenantes au processus et la planification de différentes activités en droite ligne avec le programme d'Action du Gouvernement dans les domaines spécifiques du e-commerce, des paiements gouvernementaux et des chaînes de valeurs agricoles. Une feuille de route a été mise en place pour suivre la mise en œuvre du plan stratégique. « Ces deux jours de travaux nous

ont permis de parvenir à une vision commune sur ce qu'est la finance digitale, d'harmoniser nos actions et mieux prioriser les projets à mener pour impulser une dynamique au secteur de la finance digitale au Bénin » a déclaré au terme de l'atelier, madame Sabine MENSAH, conseiller technique régional du Programme MM4P. « Nous allons nous appuyer sur les résultats de cette rencontre pour poursuivre les discussions bilatérales et affiner notre plan de travail qui va devenir notre boussole pour les réalisations de l'année 2017 » a-t-elle conclu.

Le programme MM4P est en cours d'exécution dans neuf pays à travers le monde à savoir le Benin, le Laos, le Liberia, le Malawi, le Népal, le Sénégal, l'Ouganda, le Myanmar et la Zambie. Il a été lancé par l'UNCDF en partenariat avec l'Agence Internationale de Coopération au Développement de Suède (SIDA), le Gouvernement d'Australie, la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Mastercard.



LANCEMENT DE LA CAMPAGNE BANKTHEYOUTH AU BENIN



De jeunes étudiants venus assister au lancement de la campagne BankTheYouth. Crédit photo: UNCDF/MM4P

La campagne BankTheYouth visant l'inclusion financière des jeunes à travers l'accès à des financements moins coûteux auprès des banques a été lancée le jeudi 30 mars 2017 sur le Campus d'Abomey-Calavi. Elle a mobilisé les jeunes étudiants, les organisations de jeunes, ainsi que les structures intervenant en faveur des jeunes telles que OCJ, l'Association Béninoise pour la Médiation Sociale (ABMS), l'ONG OXFAM, Hunger Project et Diamond Bank.

C'est le Représentant Résident Adjoint du PNUD, M. Gilbert Poumangué, qui a officiellement lancé la campagne au nom de UNCDF. La cérémonie a été marquée par une

présentation de la situation socio-économique des jeunes, l'avènement du BankTheYouth de l'UNCDF, la présentation de six ambassadeurs pour la campagne BankTheYouth suivie d'une remise d'attestation, et des témoignages sur l'importance de l'inclusion financière pour les jeunes.

Les jeunes hommes et les jeunes filles ont été invités à profiter des opportunités que leur offrent les banques, à en apprendre davantage sur l'accès à des services tels que des prêts pour des projets bancables. Par ailleurs, ils ont été appelés à faire connaître l'importance de l'inclusion financière pour les jeunes, qui peuvent les aider à planifier financièrement

leur avenir et amener à des débouchés économiques tels que l'auto-emploi.

Tous les jeunes participants au lancement ont reçu un formulaire d'adhésion à la campagne BankTheYouth ; formulaire qu'ils renverront par mail à l'UNCDF après remplissage et grâce auquel ils relaieront l'information auprès de leurs pairs.

Plusieurs structures comme la Diamond Bank, l'ABMS, Hunger Project et l'ABPF ont à travers des stands exposés leurs produits/services ouverts au public.



Directeur de publication

Siaka Coulibaly

Coordonnateur de la rédaction

Gilbert Poumangué

Rédacteur en chef & Concepteur graphique

Elsie Assogba

Merci à Souratou Adjibade, Cossoba Nanako, Paul Douakoutche et Hubert Bio Sanda, qui ont contribué à ce numéro.

Lot 111 Zone résidentielle
01 BP 506 Cotonou
Tel: + 229 21 31 30 45 / 46
Fax: + 229 21 31 57 86
Email: registry.bj@undp.org
Site web: www.bj.undp.org

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance, qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans presque 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux:

<https://www.facebook.com/PNUDBenin>

@PNUDBenin